

## Dossier de presse

### ELEMENTS D'INFORMATIONS SUR LES ENJEUX DU SOMMET POUR UN NOUVEAU PACTE FINANCIER MONDIAL

Le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial entend répondre au double défi du financement du climat et de la lutte contre la pauvreté. Il suscite l'attention de nombreux pays, organisations internationales, ONG, activistes et experts de par le monde.

C'est dans ce cadre que Focus 2030, association visant à mettre à l'agenda les Objectifs de développement durable, a réalisé un décryptage du Sommet afin de prendre connaissance de l'ampleur des besoins et de valoriser les solutions sur la table des négociations en donnant la parole aux acteurs et experts du développement, aux organisations de la société civile et en réalisant un sondage d'opinion sur la compréhension de ces enjeux par le public.

Pour découvrir la version électronique de ce décryptage : <https://focus2030.org/Dossier-special-Nouveau-pacte-financier-mondial-qu-attendre-du-Sommet-des-22-et>

#### Contexte

Le [Sommet pour un nouveau pacte financier mondial](#) se tiendra **les 22 et 23 juin 2023** au **Palais Brongniart à Paris**. L'événement organisé par le gouvernement français entend réunir des responsables politiques du monde entier, des organisations internationales, philanthropes, activistes afin de susciter une dynamique collective et poser les jalons d'une réforme de l'architecture financière internationale, indispensable pour répondre aux multiples crises mondiales actuelles.

#### Enjeux

Les répercussions de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine et la multiplication des catastrophes liées aux changements climatiques ont gravement entravé l'atteinte de chacun des [17 Objectifs de développement durable](#), adoptés en 2015 par l'ensemble des membres des Nations unies.

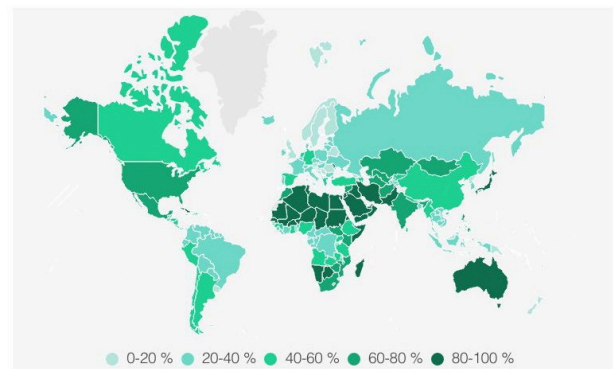
Dans un contexte de *polycrise* exacerbant les fractures mondiales, le Sommet constitue une occasion unique de répondre à la **double urgence du climat et des inégalités mondiales**.

L'ambition de ce Sommet vise à **réformer l'architecture financière internationale** et **faciliter l'accès des pays les plus fragiles et vulnérables aux financements nécessaires pour faire face aux conséquences des dérèglements climatiques et surmonter les défis socio-économiques auxquels ils sont confrontés** : surendettement, lutte contre la pauvreté, sécurité alimentaire, accès aux services de santé....

## À retrouver dans ce dossier spécial, Un état des lieux des défis à relever

- **Une extrême pauvreté en hausse** : les conséquences directes et indirectes des crises sanitaire, économique et sociale simultanées ont mis à mal les progrès réalisés jusqu'alors en matière de lutte contre la pauvreté depuis les années 1990. Selon la Banque mondiale, **9,3 % de la population mondiale** vivait avec **moins de 2,15 \$** par jour en 2020. Entre 2019 et 2020, **70 millions de personnes supplémentaires** ont basculé sous le seuil d'extrême pauvreté.
- **Des besoins essentiels malmenés** : la pandémie de Covid-19 a eu un impact négatif sur l'indice de développement humain dans **90 %** des pays du monde. **244 millions d'enfants et jeunes** n'ont pas accès à l'éducation et **400 millions de personnes** n'ont pas accès aux services de santé de base. Au rythme actuel, il faudra attendre **132 ans** pour atteindre l'égalité de genre dans le monde.
- **Une injustice climatique flagrante** : **97 %** des personnes affectées par les conséquences des événements climatiques extrêmes vivent dans des pays en développement. Ces pays les plus vulnérables se situent en majorité sur le continent africain et au Moyen-Orient, régions qui historiquement sont celles qui ont émis le moins de gaz à effet de serre.

### ● ● PAYS LES PLUS VULNÉRABLES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

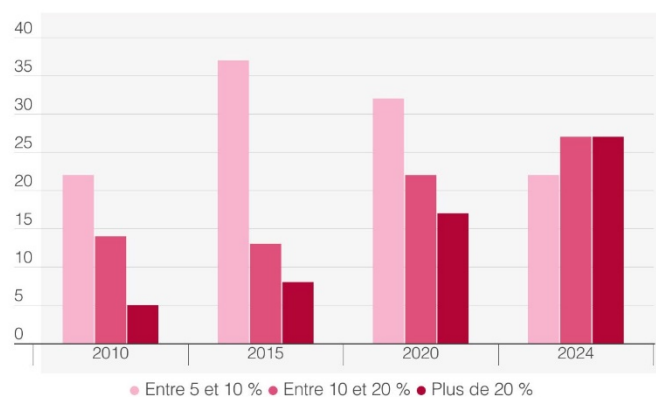


La carte ci-dessus représente la vulnérabilité des pays aux conséquences des changements climatiques selon l'indicateur Physical Vulnerability to Climate Change Index (PVCCI) de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI). L'indicateur se base sur la vulnérabilité à 5 risques liés aux changements climatiques : sécheresses, inondations, précipitations, températures et tempêtes.  
Source : FERDI

- **Un endettement record** : le niveau d'endettement des pays en développement atteint des niveaux historiques qui **limitent la capacité des États à financer des politiques publiques répondant aux besoins essentiels des populations** (santé, éducation, égalité femmes-hommes...). **9 pays ont fait défaut sur leur dette depuis 2020**, contre 13 sur les 20 années précédentes. **Plus de la moitié** des personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde vivent dans les 52 pays les plus endettés.

### ● ● ÉVOLUTION DE LA PART DES REVENUS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT CONSACRÉE AU REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Nombre de pays à faible revenu, à revenu moyen inférieur et de petits États insulaires en développement qui ont consacré une certaine part de leurs revenus au remboursement de leur dette publique extérieure (2010-2020) et projections pour 2024.



Source : Debt Justice (2023). Le détail des pays concernés par ce graphique peut être consulté à cette adresse.

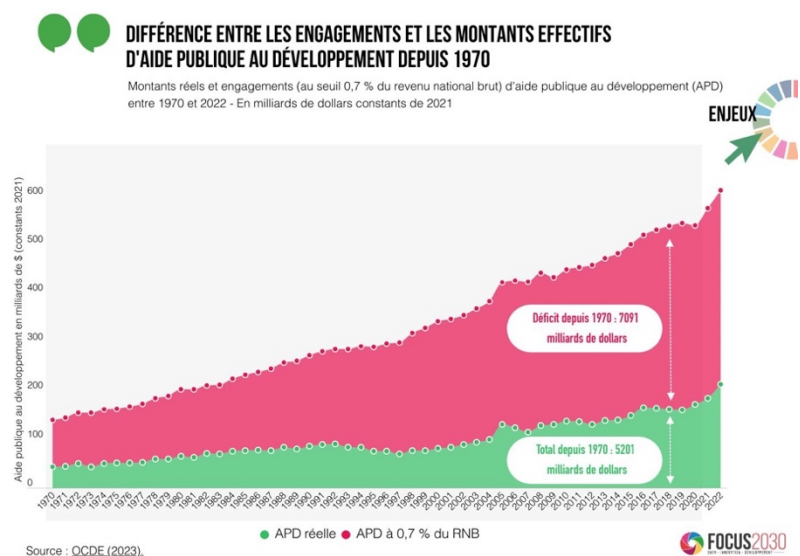
Note : Graphique basé sur l'étude de 87 pays à faible revenu, à revenu intermédiaire et de petits États insulaires pour lesquels les informations sont disponibles.

## Un panorama des solutions envisagées

3 900 milliards de dollars par an jusqu'à 2030 sont nécessaires aux pays à revenu faible et intermédiaire pour faire face aux conséquences, à l'adaptation et à l'atténuation des changements climatiques, ainsi qu'à leurs besoins en santé, en éducation et en protection sociale, selon Oxfam. De nombreux pays, think tanks, ONG, activistes ont identifié des solutions pour mobiliser des financements supplémentaires afin de répondre aux besoins des populations et de la planète.

### Tenir les engagements historiques :

- Allouer 0,7 % de la richesse nationale à l'aide publique au développement : en 1970, les pays industrialisés se sont engagés dans le cadre des Nations unies à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) en faveur des pays en développement. À ce jour, seuls cinq pays respectent cet engagement. En seulement 5 ans (de 2018 à 2022), une APD à 0,7 % aurait permis de mobiliser 1 000 milliards de dollars supplémentaires pour le développement.








- **Atteindre les 100 milliards pour le climat** : En 2009, lors de la COP15, les pays industrialisés se sont engagés à reverser chaque année 100 milliards de dollars pour l'action climatique des pays en développement à partir de 2020. Cet engagement n'a jusque-là pas été respecté mais pourrait l'être à compter de 2023 si la volonté politique est au rendez-vous.
- **Redistribuer 100 milliards de dollars en droits de tirages spéciaux (DTS)** : les pays du G20 se sont engagés en 2021 à réallouer l'équivalent de 100 milliards de dollars en DTS aux pays en développement, une promesse qu'ils n'ont toujours pas honorée.

### Maximiser les mécanismes existants :

- **Réformer les banques multilatérales de développement (BMD)** pour mobiliser tout leur potentiel en débloquent davantage de financements, ainsi que réduire leurs délais de prêts (465 jours en moyenne pour la Banque mondiale) et les inciter à financer davantage la transition énergétique.

## Mobiliser de nouvelles sources de financement :

- Mobiliser des [financements innovants pour le développement](#), notamment la mise en place d'une ou plusieurs **taxes internationales** : taxe sur les transactions financières, sur l'extraction des énergies fossiles, taxe sur les transports maritimes ou les billets d'avion, impôt sur la fortune, etc.

	<b>Impôt sur la fortune</b>	Taxe à hauteur de 5 % appliquée aux actifs de l'ensemble des milliardaires et multimillionnaires de la planète.	<b>1700 milliards</b> <small>Source : Oxfam</small>
	<b>Taxe sur l'extraction des énergies fossiles</b>	Taxe mondiale progressive imposée aux producteurs de pétrole, de gaz et de charbon, basée sur la quantité de CO2 dans chaque tonne de combustible fossile extraite.	<b>300 milliards</b> <small>Source : Stamp Out Poverty</small>
	<b>Taxe sur les transports maritimes</b>	Taxe mondiale sur le niveau des émissions de gaz à effet de serre lors de voyages maritimes, au seuil de USD 230/CO2-éq à partir de 2025.	<b>148 milliards</b> <small>Source : Zero Carbon Shipping</small>
	<b>Taxe sur les transactions financières</b>	Taxe mondiale sur les transactions financières, notamment intra-journalières, effectuées par les grandes entreprises à un taux de 0,5 %.	<b>440 milliards</b> <small>Source : Gunther, Capelle-Biancard</small>
	<b>Taxe sur les billets d'avion</b>	Taxe de 2 % prélevée sur les achats de billets d'avion, dans le cas où le nombre de passagers reviendrait aux niveaux pré-Covid-19.	<b>17 milliards</b> <small>Source : Equal International/ODDRI</small>

Note : Les montants présentés sont les estimations les plus élevées réalisées pour chaque source de financement. D'autres estimations peuvent exister et sont recensées pour la plupart dans [cette note de l'ODDRI](#).

## Des témoignages et recommandations d'experts, personnalités et responsables politiques

Découvrez les attentes et recommandations d'acteurs et actrices de la solidarité internationale et du développement recueillies en amont du Sommet par Focus 2030 :

- [Hyacinthe Niyitegeka](#), Coordinatrice de la Loss and Damage Collaboration
- [Jeroo Billimoria](#), Co-fondatrice de Catalyst 2030
- [Najat Vallaud-Belkacem](#), Directrice France de ONE
- [Achim Steiner](#), Administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
- [Jeffrey Sachs](#), Président du réseau des solutions pour le développement durable des Nations unies
- [Justin Vaïsse](#), Fondateur et Directeur général du Forum de Paris sur la Paix
- [Cécile Duflot](#), Directrice générale d'Oxfam France

### À venir

D'autres entretiens seront bientôt disponibles : **Peter Sands**, directeur exécutif du [Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#) ; **Liza Henshaw** et **Friederike Röder**, respectivement Présidente et Vice-Présidente de [Global Citizen](#) ; **Jamie Drummond**, activiste pour la réalisation des ODD et fondateur de [Sharing Strategies](#) ; et d'autres encore...

## Un panorama des campagnes citoyennes en amont du Sommet

- La campagne de **CARE France** « [Stop à l'impunité des super pollueurs](#) » appelle à taxer les superprofits des entreprises fossiles, en dénonçant la responsabilité de ces entreprises dans les dérèglements climatiques au détriment des populations des pays du Sud qui en sont les premières victimes mais les dernières responsables.
- La campagne de **ONE** « [Il est temps de redéfinir les règles](#) » vise à sensibiliser l'opinion publique et les responsables politiques, sur l'urgence de réformer les banques multilatérales de développement et mettre en œuvre des financements innovants.
- La campagne de **Global Citizen** « [Power Our Planet](#) » appelle à une action urgente et ambitieuse pour faciliter l'accès des pays vulnérables aux financements nécessaires pour faire face à la crise climatique et lutter contre la pauvreté. L'ONG organise un [concert-événement](#) sur le champ de Mars le 22 juin en présence d'artistes, d'activistes et de responsables politiques.
- Une campagne collective inter-ONG portée par **Oxfam, ONE, CCFD Terre solidaire, Réseau action climat et Global Citizen** appelle à des avancées majeures au profit des pays les plus vulnérables pour que ce Sommet ne soit pas une date de plus dans l'agenda des dirigeants.

## Des sondages : quid de l'aspiration citoyenne en faveur d'une plus grande redistribution des richesses pour faire face aux grands défis planétaires ?

Dans le cadre du projet de recherche [Development Engagement Lab](#) porté par UCL et Birmingham University, Focus 2030 interroge quatre fois par an un échantillon représentatif de la population française sur les enjeux de développement. Il s'avère que :

- [64 % des Français](#) soutiennent la tenue de ce Sommet qu'ils jugent "nécessaire" pour répondre aux difficultés économiques des pays les plus pauvres.
- [69 % des Français](#) s'inquiètent des répercussions de la crise de la dette sur l'économie mondiale et 68 % des conséquences à l'échelle de l'économie du pays.
- [Seuls 17 % des Français](#) considèrent que ce Sommet pourrait être déterminant dans la résolution de la crise économique des pays les plus pauvres.
- [Seuls 13 % des Français](#) estiment « probable » l'éradication de la pauvreté d'ici 2030 et seuls 22 % sont optimistes quant à la réduction des émissions carbone mondiales d'ici 2030.
- [61 % des Français](#) sont favorables à l'instauration d'une taxe sur les bénéfices exceptionnels des grandes entreprises et 22 % n'y sont pas opposés.
- [65 % des Français](#) soutiennent le maintien ou l'augmentation des financements alloués par la France aux pays en développement (aide publique au développement).
- [Pour 82 % des Français](#), il est nécessaire de coopérer à l'international pour limiter les conséquences des changements climatiques.
- [50 % des Français](#) approuvent le principe d'une taxe sur les transactions financières pour soutenir les pays les plus pauvres.

Toutes ces données sont libres de droits, d'utilisation et de partage.

## Qui contacter ?

Disponibles pour réaliser des interviews sur les enjeux du Sommet, n'hésitez pas à solliciter [ces personnes contact](#) auprès d'ONG, think tanks, organisations internationales mobilisés autour des enjeux du Sommet.

**Olivier Hensgen**, Communicant climat, Global Strategic Communications Council  
Mail : [olivier.hensgen@gscnetwork.org](mailto:olivier.hensgen@gscnetwork.org) Tél : 06 19 81 76 23

**Guillaume Compain**, Chargé de plaidoyer climat, Chargé de plaidoyer climat  
Mail : [gcompain@oxfamfrance.org](mailto:gcompain@oxfamfrance.org) Tél : +33 6 85 26 01 08

**Sara Kianpour**, Directrice Communication, Forum de Paris sur la Paix  
Mail : [sara.kianpour@parispeaceforum.org](mailto:sara.kianpour@parispeaceforum.org) Tél : +33 7 86 42 91 91

**Charlotte Grignard**, Media manager, ONE  
Mail : [charlotte.grignard@one.org](mailto:charlotte.grignard@one.org) Tél : +33 6 22 41 00 41

**Sarah Bel**, Head of media, PNUD  
Mail : [sarah.bel@undp.org](mailto:sarah.bel@undp.org) Tél : +41 79 93 41 117

**Amélie Fritz**, Head of Communication and press relations, I4CE (Institut de l'Économie pour le Climat)  
Mail : [amelie.fritz@i4ce.org](mailto:amelie.fritz@i4ce.org) Tél : +33 7 67 23 82 75

**Fanny Petitbon**, Responsable plaidoyer, CARE France  
Mail : [petitbon@carefrance.org](mailto:petitbon@carefrance.org) Tél : +33 6 19 12 21 46

**Caroline Head**, Press Relations Director, Global Citizen  
Mail : [caroline.head@globalpovertyproject.com](mailto:caroline.head@globalpovertyproject.com) Tél : +44 78 11 19 08 15

**Fabienne Pompey**, Chargée de communication pour la France, Centre régional d'information des Nations Unies  
Mail : [pompeyf@un.org](mailto:pompeyf@un.org) Tél : +33 6 99 49 81 21

**Alyson Marks**, Head of Communications and External Relations, UN Sustainable Development Solutions Network (SDSN)  
Mail : [alyson.marks@unsdsn.org](mailto:alyson.marks@unsdsn.org) & [eamon.drumm@unsdsn.org](mailto:eamon.drumm@unsdsn.org) Tél : (+) 1 516 238 3162

**Fabienne Rouanet**, Responsable communication, FERDI - Fondation pour les études et recherches sur le développement international  
Mail : [fabienne.rouanet@ferdi.fr](mailto:fabienne.rouanet@ferdi.fr) Tél : +33 6 66 83 24 28

**Benjamin Szlakmann**, Relations médias, Fonds mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme (The Global Fund)

Mail : [benjamin.szlakmann@theglobalfund.org](mailto:benjamin.szlakmann@theglobalfund.org) Tél : 0041 78 828 85 68

**Brigitte Béjean**, Directrice communication, IDDRI - Institut du développement durable et des relations internationales

Mail : [brigitte.bejean@sciencespo.fr](mailto:brigitte.bejean@sciencespo.fr) Tél : +33 6 03 26 93 57

**Thomas Friang**, Directeur général, Institut Open Diplomacy

Mail : [thomas.friang@open-diplomacy.eu](mailto:thomas.friang@open-diplomacy.eu) Tél : 07 69 08 58 80

## Personnes contacts chez Focus 2030 :

**Fabrice Ferrier, Directeur**

Mail : [fabrice@focus2030.org](mailto:fabrice@focus2030.org)

Tél : 06 15 41 82 62

**Léa Furet, Chargée de programme "Financement du développement"**

Mail : [lea@focus2030.org](mailto:lea@focus2030.org)

Tél : 06 09 10 44 67

**Philippine Réquillart, Chargée de communication**

Mail : [philippine@focus2030.org](mailto:philippine@focus2030.org)

Tél : 06 44 25 42 64

[Focus 2030](#), association loi 1901, accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable d'ici 2030, tout particulièrement dans les pays du Sud.

La mission sociale de Focus 2030 est de mettre à l'agenda politique, médiatique, scientifique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.